Bulletin Intérieur

DU PARTI SOCIALISTE S.F.I.O.

AVRIL 1961 — N° 121

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE

MOTIONS POUR LE 53ème CONGRÈS

Pages

- Les Tâches du Parti 3
- Pour une politique socialiste de rénovation 7
- Texte du Comité de la Section de Reims 11
- Droits de l'Homme, Droits de la Famille 15
- Renforcement de la fonction révolutionnaire du Parti 17
- Projet de Motion sur les problèmes de la Jeunesse 19

DEUXIEME PARTIE

DÉCISIONS DIVERSES

- Le Comité Directeur (25 janvier au 22 mars 1961).. 25
- Le Bureau du Parti (11 janvier au 15 mars 1961) .. 29

Cor Fondation Jean-Jaurès

ERRATUM

A la page 109 des Rapports Statutaires, une ligne a sauté à l'impression dans la composition du Bureau du Groupe, celle qui concernait le Secrétariat Général du groupe dont le titulaire est toujours Maurice PIC.

En conséquence voici, telle qu'elle aurait dû paraître, la composition du Bureau du Groupe à l'Assemblée Nationale :

Président : Francis LEENHARDT.

Vice-Présidents : René SCHMITT, Albert DENVERS, Emmanuel VERY, William WIDENLOCHER.

Secrétaire Général : Maurice PIC.

Secrétaire Général Adjoint (liaison avec la presse) : René CASSAGNE.

Secrétaire législatif : André CHANDERNAGOR.

Trésorier : Emile MULLER.

Ière Partie

MOTIONS POUR LE 53EME CONGRES

LES TACHES DU PARTI

LES camarades signataires de la présente Motion, sans revenir inutilement sur le passé, croient nécessaire de faire rapidement le point. Les choix difficiles, parfois dramatiques, devant lesquels le Parti s'est trouvé placé depuis plusieurs années, ont été inspirés par le souci de SAUVER L'ESSENTIEL, par la certitude que cet « essentiel », c'est-à-dire le maintien des libertés fondamentales, était étroitement lié au règlement du problème algérien.

Le referendum du 8 janvier et ses résultats méritent d'être interprétés selon leur signification réelle. Il est exact que parmi les 75 % de « oui »» beaucoup ont fait confiance au Président de la République.

Il est faux qu'ils lui aient fait confiance pour autre chose que la solution du conflit algérien.

En tous cas, le Parti, tout en maintenant sans relâche une opposition vigoureuse dans tous les autres domaines, a voulu aider à la recherche d'une solution négociée et constate que cette décision a permis de faire un pas en avant considérable sur le chemin de la Paix. Cinq années d'efforts patients et souvent incompris trouvent ainsi une première satisfaction ; en dépit des retards et des embûches, on peut raisonnablement considérer comme proche l'heure de la négociation sur le cessez-le-feu qui, rappelons-le, figurait déjà comme premier terme du triptyque proposé en 1956 par le Parti et le Gouvernement à direction socialiste.

Les raisons qui ont incité des camarades du Parti à s'opposer, au cours de nos délibérations, aux propositions de la majorité, ne sauraient bien entendu être confondues avec les mobiles dont se sont inspirés les adversaires de la Démocratie et de la Paix en Algérie. Le Parti ne doit que davantage souligner le fait que la coalition des partisans du « non » au referendum du 8 janvier dernier recouvre l'éventail politique des formations et partis, voire des individualités qui, en provoquant à répétition des crises ministérielles, portent en fait la responsabilité de la fin de la IVe République.

L'une des leçons les plus claires du referendum fut la condamnation que le peuple a portée à une immense majorité contre les « ultras » et les « activistes ». Ces derniers ne s'y sont pas trompés, ils ont recours à des crimes qui déshonorent une cause perdue.

Le Parti peut être fier de décisions et d'une action salutaire qui ont évité la catastrophe et ménagé les chances d'avenir.

I.- Où en est le Parti ?

LE Parti lui-même a « tenu », malgré les difficultés exceptionnelles dues aux circonstances et malgré les tentatives de démolitions, d'abord intérieures, puis extérieures, dont il a été l'objet.

Cette observation réconfortante ne concerne pas seulement les effectifs, mais une volonté de militantisme dont on peut constater ces temps derniers le regain.

— Le Parti n'a rien ménagé pour consolider son unité. A l'esprit de division, de sécession et de malveillance qui n'a heureusement animé qu'un petit nombre de transfuges, s'est opposé le bon sens d'autres camarades, partois minoritaires sur tel ou tel problème, mais qui n'en pensent pas moins que la place des Militants socialistes est au sein du Parti Socialiste.

— Le Parti a procédé à un examen des questions doctrinales (comme l'ont fait la plupart des Partis trères ces temps derniers), et il a mis au point un projet de Programme fondamental qui n'est pas une révision, mais une nécessaire « réécriture » adaptée aux réalités modernes.

⁂

II.- Les problèmes d'actualité

A.- ALGERIE

LES événements démontrent que c'est dans la mesure où l'on s'engage dans la voix préconisée par notre Parti que l'on rapproche l'heure de la Paix dans la justice et la dignité.

Les positions antérieurement prises par les divers Congrès demeurent donc valables. Il faut se garder de toute initiative dangereuse pour l'avenir de l'Algérie et de la France. Il ne s'agit pas de tomber dans un optimisme excessif en ce qui concerne le résultat des pourparlers actuellement engagés (1) : tout de même convient-il de se féliciter d'une réalité longtemps attendue et préparée. Le Parti continuera à travailler à la création d'une Algérie Démocratique conservant avec la France des liens naturels, et du reste indispensables aux deux Pays, et garantissant à chacun de ses Citoyens, non seulement le droit à la vie, non seulement le droit à toutes les libertés, mais aussi le droit au progrès.

B.- SAHARA

LE développement et le sort même de l'Euratrique dépendent pour une large part du Statut qui sera réservé au Sahara.

Si la France entend remplir sa mission, il s'agit moins d'assurer sa souveraineté ou sa gestion politique que d'étudier et de négocier, avec les pays riverains, une formule du type Condominions qui évite le heurt des nationalismes tout en sauvegardant l'intérêt général, en garantissant le droit de chacun de ces jeunes Etats au développement économique et, par conséquent, au mieux-être social.

C.- POLITIQUE INTERNATIONALE

LES objectits permanents : désarmement contrôlé, arbitrage, sécurité collective, s'avèrent plus que jamais nécessaires et justes à la lumière des derniers événements.

La négociation avec l'Est, dans tous les cas litigieux, non seulement ne saurait être esquivée mais doit faire l'objet d'initiatives incessantes et traduire une volonté sincère d'aboutir.

Tant que le bloc soviétique manifestera ses prétentions impérialistes, les peuples libres devront veiller à l'organisation de la défense en commun et tout faire pour décourager une éventuelle agression.

La solidarité atlantique est donc plus que jamais une nécessité.

Il en est de même pour la construction européenne, en faveur de laquelle militent d'ailleurs tant d'autres raisons.

Partisan d'une Europe intégrée, le Parti Socialiste se prononce avec force contre les conceptions nationalistes qui, au nom d'une prétendue grandeur, aboutiraient fatalement à l'isolement et à l'étiolement du Pays, à l'échec du Marché Commun, au renforcement en Europe soit de l'anarchie libérale, soit de l'emprise des trusts et à une dangereuse division des Nations démocratiques.

(1) Ce texte a été rédigé en fin Mars.

D.- COMMUNAUTÉ - PAYS SOUS - DEVELOPPÉS TERRITOIRES ET DÉPARTEMENTS D'OUTRE - MER

LE Parti Socialiste lutta de tout temps contre le colonialisme. Il sut, dès qu'il le put, promouvoir le processus de décolonisation. Enfin, il reconnut, dans ses Congrès de 1959 et 1960, le caractère évolutif de la Communauté. Il souhaita que la Communauté devînt une grande famille de peuples majeurs. Les modifications subies par celle-ci autorisent aujourd'hui le Parti à rappeler son vœu. Il croit en la possibilité pour la France et les nouvelles Républiques africaines et malgache de constituer une union de Pays amis, basée moins sur un formalisme périmé que sur une harmonie de sentiments, de pensées, d'intérêts. Etablie d'un parfait accord, dans l'amitié des participants tous égaux et souverains, cette union, maintenue ouverte, offrira l'exemple d'une coopération volontaire entre Nations libres, au profit de chacune et de toutes.

L'épanouissement des Etats nés de la décolonisation exige de ceux-ci des efforts considérables d'investissement et d'équipement. En entente avec eux, la France se doit d'apporter à ces Etats un concours exempt de la moindre séquelle colonialiste. Le Parti enregistre avec satisfaction l'intention exprimée par plusieurs Républiques africaines et la République malgache de participer à la Communauté économique européenne.

Aider les pays sous-développés est une obligation d'humanité, une condition du raffermissement de la Paix. Afin de substituer une solidarité universelle aux égoïsmes nationalistes, le Parti demeure très attaché à un plan mondial d'aide mutuelle comportant notamment un accord international sur la stabilisation des prix. Une aide donnée à la mesure des besoins, dans le respect scrupuleux des indépendances nationales, allègera les épreuves traversées par les populations des pays déshérités. Ainsi, ces populations se trouveront dans de meilleures conditions matérielles et morales pour instaurer chez elles, sans brusqueries d'aucune sorte, un régime démocratique.

A l'égard des Territoires et des Départements d'Outre-Mer, le Parti continue de préconiser une politique progressive associant de plus en plus les Elus à la gestion des affaires locales, contribuant à relever la condition humaine des Travailleurs.

Enfin le Parti, fidèle à sa doctrine, réprouve toute ségrégation raciale, où qu'elle puisse sévir.

⁂

III.- Problèmes intérieurs

a) Institutions.

LA Constitution de la Ve République n'a jamais été appliquée. Le Parti se doit d'être vigilant en ce qui concerne le glissement vers le pouvoir personnel, mais il lui faut aussi envisager, pour l'avenir, des Institutions qui allient l'autorité et l'efficacité de l'Exécutif au respect des droits de la représentation populaire.

En tout état de cause, une Démocratie ne saurait se concevoir sans le strict respect de la Laïcité de l'Etat.

Le Parti inscrira donc à son Programme l'abrogation des récentes lois anti-laïques et travaillera de toutes ses forces à l'unification de l'Ecole.

b) Politique économique et sociale.

LE Parti ne saurait oublier sa vocation propre qui consiste à assurer tout le Progrès possible au bénéfice des Travailleurs, tout en rappelant avec vigueur ses objectifs permanents.

Il devra s'efforcer de **protéger, d'imposer** ou de **réaliser** les **réformes révolutionnaires** qui constituent la Charte du Socialisme.

Pour ce faire, il définira d'abord un Programme précis et limité comportant les mesures économiques et les principales réalisations sociales qui constituent son objectif immédiat : la tâche la plus urgente consiste naturellement à corriger les effets néfastes de l'actuelle politique gouvernementale et à en annuler les injustices, qu'il s'agisse par exemple des atteintes au régime des retraites, à la Sécurité Sociale, du sabotage du Fonds de solidarité vieillesse, de la diminution du pouvoir d'achat dans les secteurs industriels et agricoles.

Un tel Programme n'a de chances de rencontrer l'adhésion populaire et de servir le véritable intérêt national que s'il est, d'autre part, dominé par la préoccupation d'ouvrir à la jeunesse de nouveaux horizons. Il s'agit en particulier de transformer le service militaire et de réorganiser l'armée en fonction des réalités contemporaines. Mais il faut encore :

Assurer à la génération qui, issue de la poussée démographique d'après-guerre, va arriver sur le marché du travail, **le droit au métier** par une formation professionnelle accessible à tous, **la dignité** par des salaires et des logements décents. Le nombre des Jeunes de 18 ans va s'accroître de près de 250.000 entre 1962 et 1967 ; il faudra **les intégrer à la vie d'un Pays moderne**, en même temps que devront s'accomplir, pour d'autres, les réadap-

tations rendues nécessaires par les rapides transformations techniques. Cette constatation rend plus urgente que jamais :

— **Une réforme démocratique de l'Enseignement** qui assure à chacun une véritable égalité dans le domaine de la connaissance et de la culture, et adapte notre Université aux transformations économiques, scientifiques et techniques du monde de 1961 ;

— **Une politique des loisirs,** qui récuse toute forme d'embrigadement de la jeunesse mais tende à ouvrir à chacun, à la campagne comme à la ville, les libres conditions d'un plein épanouissement.

Parallèlement, le Parti consacrera tous ses efforts à rappeler les buts constants du Socialisme, à en démontrer la valeur permanente face aux erreurs révisionnistes et aux illusions d'un paternalisme pseudo-social.

Le Parti ne manquera aucune occasion de justifier sa raison d'être : substituer aux structures capitalistes une Société qui, économiquement, socialement et politiquement, tendra sans cesse davantage vers l'Idéal de la Démocratie socialiste.

c) **Regroupement de la Gauche Démocratique.**

ENFIN, le Parti s'emploiera plus que jamais à réunir les éléments sincères et actifs qui se rapprochent de ses conceptions. Un premier pas en ce sens a été fait grâce au regroupement de la Gauche Démocratique entrepris depuis plusieurs mois et qui a déjà abouti à des actes positifs, comme le Manifeste du 19 janvier.

Il faut poursuivre dans cette voie en ne négligeant rien pour gagner le concours de tous ceux qui, comme nous, considèrent comme inséparable la Démocratie et le Progrès.

♣

IV. - Conclusion

EN résumé, l'urgence et la gravité des problèmes qui restent à résoudre dans l'immédiat, à commencer par le règlement du problème algérien, et sans oublier les menaces dont nos libertés ne sont pas définitivement exemptes, ne sauraient faire oublier nos tâches permanentes et nos tâches d'avenir.

Le Parti se félicite d'avoir vu clair en temps utile, d'avoir agi et travaillé en ses divers Organismes qualifiés, comme à l'échelon de ses plus humbles Militants, de la façon la plus efficace possible, compte tenu des circonstances.

Aucune illusion ne doit subsister dans l'esprit de nos camarades, à supposer par exemple que l'Algérie quitte le premier plan de nos inquiétudes et de nos préoccupations, d'autres difficultés, n'en doutons pas, surgiront et il n'en faudra pas moins poursuivre le combat socialiste. Parmi les tâches permanentes, dont l'accomplissement commande le succès de ce combat, figurent :

La recherche de structures et de méthodes adaptées aux besoins d'un grand Parti moderne, l'examen des formes et des moyens de propagande conformes à l'évolution, l'éducation et l'organisation du Militant dirigées vers une efficacité plus grande dans le secteur industriel comme dans le secteur agricole, à l'heure où il est de plus en plus difficile d'exercer une action rentable par les seuls procédés de la réunion publique ou semi-publique, ou des contacts individuels, dans le cadre de l'habitation ou du quartier.

Quant à l'avenir, tous les travaux des Economistes, et la simple constatation de la foudroyante progression des grandes inventions contemporaines, permettent d'affirmer qu'à l'issue de cette sorte de « moyen âge » où nous vivons, d'immenses problèmes, dont il nous est difficile d'apprécier dès maintenant les dimensions, se poseront aux successeurs, c'est-à-dire aux Jeunes d'aujourd'hui. Ce que nous savons, c'est que le choix offert, hier comme demain, ne doit plus être limité entre un conservatisme illusoire du passé et une prétendue rénovation des choses, au prix du sang et de la servitude. On comprend l'angoisse des générations montantes si l'avenir ne devait leur ménager aucune autre option. Il en est précisément une autre : la Démocratie socialiste. Il faut que les Jeunes en soient informés, il faut que les Jeunes en soient convaincus, c'est la tâche du Parti.

BAILLY (Vendée)
BARRES (Lot-et-Garonne)
BAQUE (Seine-et-Marne)
BEAUCHET (Nièvre)
BEGARRA (Oran)
André BIDET (Allier)
BRETTE (Gironde)
Georges BRUTELLE (S.-M.)
CASSAGNE (Gironde)
Ernest CAZELLES (Loir-et-Cher)
CHANDERNAGOR (Creuse)
DEIXONNE (Seine)
G. DEGROND (Seine-et-Oise)
FAJARDIE (Cher)
GALLIARD (Loiret)
GARRAT (Basses-Pyrénées)
GAZAGNES (Haute-Garonne)
HENRY (Cher)
Pierre HERBAUT (P.-de-C.)
HUYARD (Vienne)
JAQUET (Seine)
JUNILLON (Drôme)
KREHER (M.-et-M.)
LE STRAT (Ile-et-Vilaine)
LE FLOCH (Gironde)
LOUSTAU (Loir-et-Cher)
MAUROY (Seine)
Marcel MOULIN (S.-et-O.)
MOUTET (Drôme)
MULLER (Haut-Rhin)
PAPOIN (Mayenne)
PIC (Drôme)
Maurice PIQUET (P.-de-C.)
PIJUAN (Vaucluse)
ROUTIER-PREUVOST (L. A.)
René SCHMITT (Manche)
VERILLON (Drôme)
VIGIER (Eure-et-Loir)

Pour une Politique Socialiste de Rénovation

NOTRE motion entre peu dans le détail de l'actualité.

En effet, si conformément à nos vœux, les nouveaux statuts du Parti sont adoptés, les congrès ordinaires se tiendront désormais tous les deux ans. Le 53e congrès devra donc moins se prononcer sur des péripéties politiques vite démodées que fixer des buts et des directives valables jusqu'au milieu de 1963.

Sur le passé, notre jugement sera bref.

Nous constatons que le Parti a dans l'ensemble accentué son opposition au Gouvernement et qu'il s'est efforcé d'insister davantage sur les tâches d'avenir du Socialisme.

Toutefois, il n'a pas décroché du Chef de l'Etat et de son régime. C'est ainsi, par exemple, qu'avant le referendum du 8 janvier, le Congrès aurait dû, quelle qu'ait été sa position sur le vote à émettre, protester contre la manière, inadmissible pour des démocrates, dont la question avait été formulée.

En outre, il faudra encore de nouveaux efforts, intenses et prolongés, pour convaincre l'opinion que le Parti socialiste ne doit être confondu, ni dans ses objectifs ni dans sa tactique, avec le radicalisme d'avant-guerre.

Si nous persistons dans certaines de nos méthodes, si nous continuons à susciter l'indifférence, voire la méfiance des nouvelles générations, si le recrutement des jeunes se tarit, les chances du socialisme et l'existence même de notre parti seront gravement compromises et nous en serons responsables.

Les institutions

COMME nous le disions l'an dernier : « en fait, il n'y a plus d'institutions ».

Dans presque tous les domaines un homme seul, ne rendant de comptes à personne, prend souverainement les décisions les plus graves.

Lorsqu'il consulte la nation, il s'y prend de telle sorte que la confiance obtenue s'adresse à sa seule personne et peut ensuite justifier n'importe quelle politique.

Dans le monde libre aucun pays n'est gouverné de cette manière ; nulle part ailleurs « les intermédiaires », c'est-à-dire les élus, les partis, les syndicats ne sont pareillement méprisés.

La situation actuelle ressemble à celle que Michelet qualifiait par la formule : « au lieu d'un peuple, un homme ».

S'il serait excessif de parler de dictature, il est impossible de prétendre que la démocratie a été sauvegardée. La démocratie est le gouvernement du peuple. Or, nous vivons sous un régime de pouvoir personnel.

Même quand il arrive que le Pouvoir prenne des mesures conformes à nos souhaits, nous devons, tout en l'approuvant sur le fond, nous opposer avec vigueur à sa méthode.

En tout état de cause, la Constitution actuelle ne durera pas plus longtemps que le règne du Général de Gaulle, notamment parce qu'elle est liée, dans l'esprit public, aux atteintes subies par les principes démocratiques.

Il convient donc de poser dès maintenant le problème constitutionnel.

La Constitution de la VIe République devra être pleinement démocratique et assurer la stabilité ministérielle. C'est surtout la précarité du pouvoir qui a provoqué la perte de la IVe République.

Cette instabilité était due pour une large part au fait que le Parlement jugeait, et souvent condamnait le Gouvernement, non sur l'ensemble de sa politique, mais sur des actes séparés, isolés de cet ensemble.

Il convient donc de transposer sur le plan de l'Etat les règles qui assurent la stabilité de l'exécutif dans les collectivités locales, les syndicats et les associations.

Choisi par les représentants de la nation, le Gouvernement doit obtenir, dès sa naissance, les moyens les plus

étendus pour appliquer le programme qu'il a fait approuver et être jugé sur l'ensemble de sa gestion. Cette conception s'oppose au régime présidentiel et condamne formellement le renforcement du pouvoir personnel voulu par l'U.N.R.

Concernant le mode de scrutin, le Parti doit adopter définitivement un projet qui maintienne par le vote uninominal le contact entre l'électeur et l'élu, tout en corrigeant, par la proportionnelle, les criantes injustices du scrutin d'arrondissement.

La politique internationale

SECURITE, négociations, organisation européenne, aide aux pays sous-développés, tels sont, selon nous, les buts d'une politique socialiste dans le domaine international.

1° L'effort pour décourager toute velléité d'expansion par la force du bloc communiste ne peut être que collectif. Cette affirmation condamne donc toute force de frappe nationale qui est à la fois coûteuse, inefficace et dangereuse.

La France ne peut songer à jouer seule un rôle militaire dans le monde.

Si elle tentait de le faire, elle serait inévitablement battue dans la compétition la plus importante, celle qui se place sur le plan économique et social.

2° Comme toute institution humaine, le bolchevisme évoluera nécessairement. Nous devons donc agir pour que cette évolution s'effectue vers moins de totalitarisme et sans guerre. Toute attitude aggravant la cristallisation des blocs freinerait cette évolution.

Par exemple, en ce qui concerne la Chine, il convient de ne pas la laisser dans son isolement actuel, de reconnaître son gouvernement et de la faire entrer à l'O.N.U. D'autre part, l'alliance atlantique doit s'orienter, sans imprudence mais sans complexes, vers des négociations sur tous les problèmes, notamment sur le désarmement et sur Berlin, à condition que les concessions soient toujours réciproques et que soit pleinement respecté le droit des populations à disposer d'elles-mêmes.

3° L'Europe des patries est une monstruosité. La libération des échanges et la suppression des droits de douane exigent en contrepoids l'harmonisation des législations, l'organisation des économies, la planification et la création d'institutions européennes capables de définir et d'appliquer par des moyens démocratiques une politique commune. Sinon, les pays du marché commun se feront une concurrence anarchique provoquant des drames sociaux tandis que, dans certains secteurs essentiels, les trusts s'étendront au détriment des consommateurs et de l'expansion.

Notre volonté de nous opposer aux trusts égale notre résolution de faire obstacle à l'impérialisme bolchevique.

4° L'aide aux pays sous-développés est nécessaire pour des raisons de solidarité humaine et d'intérêt bien compris. Toute aide sera vaine ou imparfaite si elle ne conduisait pes en premier lieu à l'organisation du marché international des matières premières, de manière à éviter les variations de prix qui ébranlent l'économie des pays producteurs.

Accordée sans conditions politiques, dans le respect de l'indépendance de chaque nation, une aide massive permettra aux pays prolétaires de se développer sans imposer aux populations des sacrifices inhumains, donc d'avancer progressivement dans la voie de la démocratie.

En face d'un pouvoir qui ne suit plus aucune politique cohérente à l'égard des pays afro-malgache, le Parti socialiste rejette le colonialisme, l'égoïsme national et le paternalisme. Il leur oppose le respect des indépendances, la coopération et la solidarité.

L'Algérie

CETTE motion a été rédigée en mars, c'est-à-dire à un moment où l'affaire algérienne était en pleine évolution. Mais les principes de notre politique restent en tout état de cause inchangés. Rappelons en effet que :

1° La Paix n'est possible que dans la mesure où le Pouvoir adopte une politique identique à celle du Parti, modifiée par les propositions que nous avons en vain essayé de faire adopter l'année dernière.

2° La Paix recule lorsqu'on s'éloigne de cette politique, comme à Melun, et se rapproche au contraire lorsqu'on agit dans sa direction, comme lors des conversations avec Bourguiba, ce qui confirme que ce n'est pas un homme, mais bien une politique qui mettra fin à la guerre d'Algérie.

3° La seule politique de paix repose sur :

— la décolonisation de l'Algérie et le respect de son unité ;

— l'autodétermination et la négociation des garanties de son application avec le F.L.N. (les autres tendances étant consultées) ;

— un accord sur les relations entre l'Algérie et la France, accord portant notamment sur les droits des Algériens en France et des Français en Algérie ainsi que sur la protection des minorités

Enfin, nous acceuillerons avec satistaction un accord, s'il est possible, entre la France et le G.P.R.A. ou une solution à proposer en commun au vote des populations. Dans ce cas, bien des problèmes difficiles, par exemple la coexistence des deux forces armées pendant la période de transition, perdraient beaucoup de leur gravité.

Politique intérieure

LE Parti doit présenter en toute clarté ses buts à court terme, à moyen terme et à long terme, sans jamais rien cacher des uns ou des autres.

Dans l'immédiat, c'est-à-dire aussitôt qu'il en aura les moyens, le Parti abrogera les lois anti-laïques, réalisera l'école unique, relèvera le pouvoir d'achat des catégories sociales sacrifiées par les deux derniers gouvernements, rétablira le Fonds National de Solidarité, supprimera les zones de salaires, accordera de larges tranchises aux collectivités locales. Il lancera une politique hardie de la jeunesse comportant notamment la réduction de la durée du service militaire, le pré-salaire aux étudiants, le droit de vote à 18 ans.

D'autre part, il mettra en œuvre, pour une application progressive, la réforme totale de notre enseignement, la réforme des circuits de distribution, la généralisation de la sécurité sociale, l'organisation des marchés agricoles de nouvelles nationalisations, le service national du logement, la planification économique et sociale en vue d'assurer le plein emploi, l'expansion et le progrès.

Enfin, il ne perdra jamais de vue que le but principal de sa politique est la disparition de la propriété privée des moyens de production et d'échange, la suppression des classes, la socialisation de l'économie, la démocratie économique et sociale.

Proclamer hautement ces trois séries d'objectits sans rien dissimuler de la troisième, contrairement à l'attitude de nombreux socialistes étrangers, c'est affirmer notre personnalité, empêcher qu'on nous confonde avec des bourgeois et assumer notre rôle de guide des travailleurs et de la jeunesse du pays.

Union de la gauche démocratique

LE communisme reste menaçant. La droite est au pouvoir et risque d'y demeurer si la gauche démocratique ne met pas un terme à ses divisions, cause de son impuissance.

Il importe en premier lieu que tous les socialistes se rassemblent dans le même parti où chacun se sentira à son aise, sous réserve d'observer la discipline commune.

Les vieilles rancunes, le sectarisme, les querelles personnelles sont dérisoires à côté des dangers qui nous menacent.

S'il sait se détacher totalement d'un régime politique autocratique et transitoire, s'il surmonte toute considération de tactique à courte vue pour rappeler sa mission fondamentale et y conformer tous ses actes, le Parti peut être le grand rassembleur de tous les socialistes et l'instrument de l'action révolutionnaire dont la France a besoin.

∴

Première liste de signatures :

Albert GAZIER (Seine), Christian PINEAU (Sarthe) Roland BELLET (Savoie), Odette BUTTET (Seine-et-Marne), Robert COLLET (Sarthe), Maurice COUTROT (Seine), Georges DARDEL (Seine), Marcel DAROU (Nord) Roger DENIAU (Seine), Claude FUZIER (Seine), Maurice GAUTIER (Seine), Pierre JASLET (Seine-et-Marne), Robert JOSPIN (Seine-et-Marne) Pierre METAYER (Seine-et-Oise), Jean PALMERO (Ardèche), Noël PINELLI (Corse), Georges ROUGERON (Allier), Etienne WEILL-RAYNAL (Oise).

LE DISQUE

"SOCIALISME"

NOUS avions annoncé dans de précédents numéros l'édition d'un disque de propagande intitulé « Socialisme ». Il s'agit d'un microsillon (33 tours - durée 40 minutes) réalisé par la maison « LA VOIX DES NOTRES » que dirige notre camarade Madeleine LORRIS.

Ce disque, qui comporte une véritable anthologie sonore des grandes voix disparues, de nombreux enchaînements musicaux puisés dans la tradition révolutionnaire, une « discussion » animée sur le Socialisme, enfin une conclusion tirée par Guy MOLLET, peut être utilisé dans les réunions de section ou certaines manifestations du Parti. Beaucoup de militants voudront en outre le posséder personnellement.

Les secrétaires de Section sont invités à grouper les commandes et à transmettre les fonds à :

Robert FOUQUART
12, Cité Malesherbes - PARIS (9e)
C.C. PARIS 5570-17

dans les conditions intéressantes ci-a près (rappelons qu'un microsillon de cette dimension et à grand tirage — ce qui diminue évidemment le prix de revient — vaut dans le commerce entre 24 et 27 NF.) l'unité : 20 NF. pour notre disque.

Conditions très avantageuses pour les commandes groupées :

réduction de 10 % à partir de 10 ex. : soit l'unité 18 NF.
réduction de 20 % à partir de 25 ex. : soit l'unité 16 NF.
réduction de 30 % à partir de 50 ex. : soit l'unité 14 NF.

POUR VOS VACANCES-MER-MONTAGNE

Demandez le programme de la Fédération Nationale des Foyers et Clubs de Loisirs
LÉO LAGRANGE
21, Rue de Provence - PARIS (9e)
Téléphone : PROvence 80-81

ENVOI GRACIEUX DU BULLETIN

Texte du comité de la section de Reims

présenté par le bureau fédéral de la Marne

Une politique, une doctrine

LA Politique pour les Socialistes n'est qu'un moyen. La doctrine est une fin. La première dans la méthode démocratique qui reste la nôtre impose un **programme électoral** dépendant des circonstances, tendant à indiquer une solution aux problèmes du moment, lesquels, dans le monde actuel, se posent différemment, brutalement parfois d'un jour à l'autre. CE PROGRAMME EST A COURT TERME.

La seconde impose un **programme d'avenir** qui est la raison d'être de notre Parti depuis ses origines jusqu'à l'aboutissement de notre Société transformée. CE PROGRAMME EST A LONG TERME.

Il est continu et beaucoup plus stable que le premier, mais il impose cependant, selon la méthode marxiste, un examen objectif des faits économiques et humains en certaines périodes historiques, plus particulièrement en chacune des révolutions apportées par le progrès technique C'est ce que le Parti Socialiste S.F.I.O. vient de comprendre au cours de ses études doctrinales.

Le Programme politique est au service du Programme de doctrine. En aucun cas il ne doit s'en écarter, autrement qu'en apparence et selon les occasions qui peuvent survenir.

La seule condition pour énoncer clairement nos intentions politiques est que chacun de nous retrouve une optique commune et unanimement adoptée sur les buts et les moyens de la révolution socialiste. C'est ce qui nous manquait depuis trop longtemps, c'est ce que nous sommes en passe de réaliser.

Dans l'Avant-Projet du Programme Fondamental du Parti, avant même qu'il soit complètement adopté par tous, cette Motion a la prétention de suivre déjà un « **fil conducteur** » pour préciser quelques points à notre politique générale et à notre action dans les temps présents.

Propagande et politique

LA politique depuis notre participation au pouvoir a trop effacé la mystique. La politique, d'où qu'elle vienne, a lassé les foules, a engendré l'apathie et la résignation jusqu'à l'acceptation tendant vers l'habitude de l'homme providentiel. Les Jeunes surtout s'en désintéressent. Il est vrai qu'on lutte pour son biffteck, mais que l'on ne meurt que pour une Foi. **Nous avons la chance d'avoir une Foi, faisons la connaître !**

Aucune affiche électorale, aucun programme ne seront désormais écrits ou exposés sans être précédés d'un court rappel de nos buts sociaux révolutionnaires. Qu'on s'écarte du verbiage ou du slogan, qu'on s'évertue à démontrer comment ce que nous proposons est **équitable, de bon sens et possible.** Rassurer ceux qui nous craignent parce qu'ils ne savent pas et entraîner ceux qui cherchent une amélioration de leur sort par ce qu'ils apprennent.

Indiquer que le programme politique annoncé n'est qu'une étape. Rappeler les principales réformes qui ont été atteintes, elles sont trop vite oubliées. Souligner les prochaines réformes audacieuses que nous aspirons sans relâche à voir se réaliser.

Enfin, si le texte est adopté car il nous paraît tout contenir, inscrire partout en exergue :

« Le but constant du Socialisme est d'assurer la liberté et le progrès de l'Homme par l'édification d'une Société intégralement démocratique, sans classes, ni guerres ».

Politique économique et sociale

LA politique actuelle a favorisé le grand Capitalisme. Elle sacrifie l'expansion, n'intervient pas contre le gâchis qui multiplie les Entreprises similaires dans des secteurs saturés et néglige la production pour répondre aux besoins indispensables du consommateur français.

Le Libéralisme, abandonné même aux U.S.A., sévit chez nous. Le pouvoir d'achat des masses s'amenuise tandis que les scandales des privilégiés éclatent faute du contrôle le plus élémentaire (voir Construction). La représentation fastueuse et souvent inutile dispense les fonds publics sans compter ; le Pouvoir est entouré d'une véritable Cour, tandis que les vieux n'ont pas retrouvé leur « Fonds de solidarité ». Les Conventions Collectives sont freinées.

Les firmes automobiles, par exemple, reçoivent la suppression de la taxation, mais il leur est conseillé de refuser toute augmentation de salaire pour garder un prix de revient international compétitif. Les Agriculteurs, les Fonctionnaires sont des parents pauvres. Les Enseignants sont tellement sacrifiés que le problème de l'Education nationale se pose avec une acuité qui reste incomprise.

LE PARTI PROPOSE :

Le plein emploi de tout progrès technique au service de tous, avec une économie rationnelle fonctionnant sous le contrôle et au bénéfice de la Collectivité. L'entraînement concurrentiel serait progressivement assuré par le Secteur nationalisé. L'amélioration du pouvoir d'achat proportionnelle à l'augmentation de la productivité, même dans le cas de diminution des heures de travail. L'organisation de la Démocratie industrielle. La hausse générale des salaires et des traitements pour favoriser une expansion économique planifiée, grâce à l'augmentation du pouvoir d'achat français. Un salaire minimum garanti adapté à une condition sociale décente pour tous. L'instruction gratuite à tous les degrés avec le présalaire pour les Etudiants.

Défense de la Démocratie

DEFINITION rapide d'une Loi électorale par le Parti Socialiste S.F.I.O., le système dit WEILL-RAYNAL paraissant rallier une majorité.

Opposition à une réforme de la Constitution, car il apparaît que, proposée par le Pouvoir actuel, elle ne pourrait qu'évoluer dans le sens d'un renforcement de l'autoritarisme et du pouvoir personnel.

Protestations énergiques devant toute nouvelle violation de la Constitution de 1958 pourtant acceptée par les Français, sous la « garde » du Président de la République et sous le « contrôle » du Comité Constitutionnel.

La Démocratie restant le cadre dans lequel peut évoluer légalement la transformation socialiste, le Parti doit persévérer pour promouvoir le rassemblement solide d'une Gauche Démocratique, prête à tous les combats, avec toutes ses armes, dont la grève générale, lorsqu'elle se trouverait menacée.

Europe et Eurafrique

LE Parti restera le défenseur de l'Europe économique d'abord, politique ensuite. Il souhaite que les Peuples d'Afrique restent à l'écart de toute institution totalitaire. Il les aidera de tous ses moyens à trouver leur plein épanouissement, dans « l'approche » d'une Communauté européenne et dans l'organisation d'un ensemble Eurafrique, la Fraternisation et la Paix.

Algérie

LE Parti Socialiste S.F.I.O. a répondu par un OUI au referendum proposé par le Président De Gaulle C'est le seul point sur lequel il a signifié son accord avec le Chef de l'Etat. Cet accord n'est pas inconditionnel ni

permanent. Le Parti place son espoir dans l'évolution des négociations actuelles pour la fin de la guerre. Il se refuse cependant, contrairement au Parti Communiste, à une solution d'abandon des minorités algériennes et œuvrera en toute occasion, directe ou indirecte, auprès du G.P.R.A. pour qu'il soit établi une Algérie sans haines, sans spoliations, sans la reconnaissance d'une œuvre française qui n'a pas été sous le seul signe du colonialisme.

⁂

Contre le panache et le nationalisme

L'AMOUR de la Patrie sans chauvinisme s'est traduit dans toute l'histoire socialiste par des actes. Il est inchangé, mais s'inscrit toujours dans le cadre de l'Internationalisme.

Nous n'acceptons pas qu'il soit proclamé par le Gouvernement, depuis trois ans, que la France était déchue et décadente avant sa venue. Sans nostalgie de la 3me ni de la 4me République, nous n'apercevons pas que tout ce qui est réussi est de réalisation récente. Ce n'est pas le Pouvoir actuel qui a refait la France de 1944 à nos jours.

La « Force de trappe » et l'Europe des Nations, dans l'inventaire des réalisations récentes, trouveront notre opposition. Les Droits de l'Homme, la Démocratie et notre culture rencontrent plus d'admiration chez les Peuples ; le Parti s'emploiera sur le Plan Mondial à défendre ce vrai visage de la France.

⁂

Conclusion

LA participation au Pouvoir, lorsqu'elle sera consentie, ne le sera qu'avec l'intention d'introduire des réformes révolutionnaires conformes à notre mission. A la « gestion loyale du capitalisme », équivoque dangereuse, se substituera franchement « la gestion provisoire vers la transformation Socialiste ».

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Droits de l'homme

Droits de la famille

Texte présenté par la Commission Familiale du Parti

LA reconnaissance des Droits de l'Homme aboutit à la protection de l'individu et celle-ci consacre la séparation entre la vie professionnelle et la vie familiale.

C'est **axée sur l'individu** que la législation moderne du travail considère la situation juridique, professionnelle et sociale du travailleur.

La protection s'est ensuite étendue aux membres de sa famille.

Enfin, récemment, la famille elle-même est devenue objet propre et reconnu d'une politique sociale.

En écho à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme du 10 Décembre 1948, la plupart des Constitutions modernes considèrent la famille comme fondement de la Socéité, la placent sous la protection de l'Etat et s'attachent en particulier à protéger la Femme et l'Enfant.

Ainsi tendent à être universellement reconnus les caractères fondamentaux de la Famille comme unité sociale :

— centre de besoins économiques ;
— centre d'intérêts moraux et culturels ;
— centre d'une mission éducative et de responsabilités essentielles.

L'effort réaliste pour donner au groupe familial son importance se concilie avec le souci de mettre en valeur la personnalité particulière de chacun, en favorisant l'épanouissement de l'individu dans son cadre familial.

Il a pour conséquence une action législative en faveur de la famille, politique originale qui ne se confond pas avec l'action menée en faveur de l'individu, mais **s'oriente vers la réalité familiale,** laquelle ne se laisse pas réduire à la somme de ses membres.

Ainsi la notion de **Droits de l'Homme** s'est accrue de la notion de **droits de la Famille** et l'Etat social moderne essaie de protéger les uns et les autres.

Certes, il y a des résistances à la reconnaissance des droits de la Famille.

La raison profonde en est que les Droits de l'Homme se heurtent aux droits de la **Famille,** que la libération de l'individu est, dans bien des cas, anti-familiale, et que la tension est permanente entre les deux pôles.

Actuellement la famille, liée à l'ensemble social, à ses structures, à son mouvement, s'impose à l'attention du monde moderne par l'évolution rapide de ses formes, par toutes les tentatives qui sont faites pour l'expliquer et la connaître dans son utilité fonctionnelle et ses rapports avec la Société et pour la comprendre dans son sens profond.

Animateurs d'une politique et d'une manière de vivre, c'est en Socialistes que nous devons poser et tenter de résoudre l'ensemble des problèmes de civilisation soulevés par l'évolution de la Famille, et ceci afin de rester fidèles à nos principes essentiels en leur faisant prendre vie dans le petit groupe familial, afin que ce mouvement vers la Liberté — qui est nôtre — prenne un poids réel et charnel au travers des Etres et d'abord des jeunes qui naissent, vivent, grandissent dans les foyers.

Alors seulement nous pourrons être présents avec clairvoyance et efficacité dans l'action législative et administrative menée actuellement sur le plan familial et social.

Notre recherche empruntera plusieurs directions :

1° Le droit à la maternité et à la famille ne peut être réel que si **certaines conditions économiques et sociales sont réalisées,** que si l'accueil aux jeunes est systématiquement prévu (logement, instruction, travail, loisirs...).

2° **La connaissance** du groupe familial et de ses membres est nécessaire à qui doit définir une **vocation** de la famille à la mesure de notre temps.

Il nous faut donc être attentifs aux recherches et aux expériences qui **découvrent** la famille :

a) dans sa permanence ;
b) dans ses rapports si étroits avec notre civilisation industrielle et technicienne qui la modèle, la transforme, la dégrade et l'élève.

Ce savoir nous conduira

a) **à émettre des jugements de valeur ;**

b) **à esquisser une morale,** des modèles culturels qui, trouvant leurs points d'appui dans le réel, dans la meilleure connaissance des instincts et de l'esprit humains, seront valables pour tous.

c) **à concevoir une éducation,** une science familiale de l'éducation, qui dirige les couples vers la **famille responsable :**

— responsable des naissances ;

— consciente de ses bouleversantes responsabilités dans la croissance, l'équilibre, les chances humaines de ses enfants ;

— et ouverte à un **eugénisme respectueux de la personne humaine.**

Nous accorderons une attention particulière à la femme et à l'enfant, qui sont le plus touchés par l'évolution de la famille.

1° Jusqu'ici, l'émancipation féminine s'est orientée vers la reconnaissance de **l'égalité des personnes.** Dans ce domaine nous avons encore à aider la femme à conquérir un statut juridique, professionnel, économique égal à celui de l'homme.

La revendication « à travail égal, salaire égal » n'est pas encore atteinte — (et particulièrement dans d'autres pays européens) — et pourtant elle est déjà dépassée et les perspectives d'avenir féminin sont ailleurs. Reconnue en tant que personne, la femme doit maintenant apprendre à **connaître** et à **faire reconnaître** sa nature féminine et à conquérir les droits que celle-ci lui confère.

2° En face de l'enfant — et parallèlement car leurs vies sont mêlées — la tâche est déjà tracée et la spectaculaire découverte de ses besoins vitaux oriente les méthodes de sauvegarde de l'enfance vers la satisfaction de ces besoins.

A l'enfant, nous devons apporter le droit d'être élevé par sa mère durant ses premières années, puisqu'elles sont capitales pour son développement futur et, naturellement, prévoir les conséquences économiques, sociales et éducatives entraînées par ce droit nouveau.

CONCLUONS

REFLECHIR sur la famille engagée dans le temps, est une tâche pleine d'incertitudes.

Il faut discerner des directions, des perspectives imposées par l'époque, et en même temps créer des perspectives et des directions par la réflexion même.

Dans le moment présent et pour un avenir proche, nous nous appuyons sur deux constatations.

D'une part, ni la poussée énorme des nouvelles structures de la civilisation, ni l'effort conscient et systématique de destruction de la famille — entrepris ici et là de par le monde — n'ont pu annihiler la force des valeurs du passé enracinée dans la conscience collective, et la famille survit et veut revivre.

D'autre part, le souci de la personne humaine étant l'objectif suprême du Socialisme, il nous faut chercher la conciliation entre les droits de l'individu et ceux de la famille — afin de ne pas sacrifier l'individu à la famille ni non plus la famille à l'individu puisqu'il n'est de personne épanouie et vraiment humaine que si elle a des racines familiales.

Nous devons donc entrevoir et ordonner les grandes voies par où pourrait s'engager, à travers risques et périls, la Famille nouvelle se dirigeant vers une vie communautaire qui saurait préserver sa liberté et des responsabilités renouvelées.

Pour un renforcement de la position révolutionnaire du Parti

LES mois passent sans que le renouveau du Socialisme se manifeste ; au cours des ans, la notion même de révolution s'estompe dans les milieux socialistes. Peu à peu, comme « l'Internationale » en veilleuse dans nos Congrès, la flamme du Socialisme disparaît, voilée par l'écran brumeux d'on ne sait quel opportunisme béat.

La crise du Socialisme est certes née de la scission de 1921 où l'équipe tragique Lénine-Staline-Trotsky, faussaires du Socialisme, ont conduit une importante traction de la classe ouvrière sur les chemins perdus de la dictature. Ces pseudo-communistes sont responsables de la longue survie du capitalisme et leur régime est la plus pure expression de l'exploitation de l'homme par l'Etat-Roi, sinon de l'homme par l'homme.

Cependant, au cours des décennies qui suivirent, les Socialistes démocrates, oubliant en cela les leçons du passé, se sont maintes fois compromis en alliances subtiles avec les tenants du fascisme rouge. Ce fut la première faute du Socialisme.

Passant rapidement à travers les ans, les Socialistes en sont arrivés au tripartisme absurde qui suivit la Libération, d'un côté le fanatisme mystique de Moscou, de l'autre l'onctueuse perversité des agents du Vatican, le tout chapeauté par le sabre d'un Général célèbre, certes, mais d'un militaire quand même.

Cette grossière alliance a été le début de la décadence de la République, le début aussi de la désaffection de l'opinion vis-à-vis d'un Socialisme flexible et malléable, dont le résultat a été ensuite la prise du pouvoir par des Gouvernements à direction socialiste, mais dont le programme social ne pouvait être l'image du Parti puisque ces Ministères comprenaient souvent les tenants les plus avoués du capitalisme et de la bourgeoisie.

Le remplacement du pouvoir des masses par la direction des « élites », la notion de plus en plus prononcée des Français mal conseillés pour la hiérarchie à tous les échelons, l'immoralité monstrueuse répandue même, et surtout parmi les pauvres, de l'émulation par l'argent ou le pouvoir, n'ont jamais été contrebattus par les Socialistes.

Le Parti s'est enlisé dans une cogestion lamentable du Monde Capitaliste, alors qu'il aurait dû être la pierre angulaire de la lutte indomptable pour l'anéantissement des classes sociales prévue dans ses statuts.

La lassitude a envahi peu à peu les masses qui ne trouvent nulle part le sentiment d'un Parti de lutte sociale, d'égalité, de révolution, tel que nos grand-pères l'ont souhaité et construit.

La Jeunesse, bernée par les flonflons du progrès scientifique à rebours se détourne des buts nobles de la communauté fraternelle pour se renfermer dans l'égoïsme, la soif d'aventures et d'ambitions personnelles qui sont le triste spectacle donnée par les adultes.

Nous sommes finalement arrivés au 13 mai 1958 où le Gouvernement PFIMLIN, complice des émeutiers, a abdiqué le pouvoir républicain entre les mains de l'homme qui, après la Libération, avait rapidement fait la preuve de son esprit anti-social et de son incompétence.

Le Socialisme français n'a même pas protesté. On a minimisé au possible les réactions de la rue contre la rebellion fasciste. Mieux même, on a été à CANOSSA.

Comment ne pas comprendre, alors, l'immense désillusion populaire. A chaque referendum illégal dicté par un Gouvernement illégal, le Parti Socialiste a apporté la

caution du vieux prestige de la S.F.I.O., laissant l'opinion désorientée, rejetée vers le sauveur suprême, vers l'Homme--Miracle. Malheureusement et obligatoirement les résultats obtenus ont été aussi mauvais que possible. Les seuls miracles ont été le renforcement de la position du Capital, le mirage de la monnaie Pinay qui, en divisant par 100 notre moyen d'échange, n'a pas modifié d'un yota le problème financier.

Le Gouvernement le plus rétrograde qu'il soit, cautionné par le représentant de la grandeur française, avec le blanc seing du Parti, s'est attaqué sans vergogne aux lois sociales. La laïcité de l'Etat a été et demeure de plus en plus menacée. Le prolétariat subit chaque jour davantage l'emprise du capital et voit son pouvoir d'achat demeurer en retard de plusieurs siècles en rapport avec les progrès scientifiques. Par ailleurs, l'isolement de la Nation Française demeure quasi total, l'Europe ne se construit pas souvent à cause des positions nationalistes intransigeantes de l'homme placé au sommet de l'Etat et de son équipe.

Face à toutes ces erreurs, le Socialisme est resté sans réaction, à l'avant-garde, disait-on, de cette Ve République ; sinistre plaisanterie s'il en est que d'être à l'avant-garde de l'illégalité. Position commode pour recevoir des coups, certes, mais position qui n'apporte en définitive au peuple rien de ce qu'il pouvait espérer. A l'écart de cette Ve et trompeuse République, il eût mieux valu se trouver et rassembler vigoureusement les forces de la Nation travailleuse contre le régime de dictature paternaliste qui est notre lot.

Notre programme, direz-vous ? Il demeure le Socialisme, sans pacte avec l'adversaire, pour la destruction du capital par des voies démocratiques quand l'adversaire joue le jeu ; s'il ne le joue pas, il convient de se retremper dans la vieille tradition révolutionnaire.

Opposition systématique et totale au régime, que les Représentants du Parti ne soient plus les co-gérants de la faillite et nous aurons fait un grand pas vers le Socialisme libérateur.

Camarades, réfléchissez bien et ne faites plus jamais confiance à l'absurde politique qui conduit ce Parti, comme je le disais il y a deux ans, à une mort lente et sans gloire.

Maurice BEAULATON,
Secrétaire administratif
de la Fédération de la Sarthe

NOTA. — On m'excusera de ne pas parler de l'Algérie. Nous y sommes depuis 1830. C'est beaucoup trop pour un anticolonialiste.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

PROBLÈMES de la JEUNESSE

(Projet de motion)

LES études poursuivies par le Commissariat Général au Plan, à l'occasion de la préparation du 4me plan quadriennal, établissent que la population active française augmentera au cours des prochaines années à la cadence de 120.000 à 140.000 personnes par an, ce rythme devant atteindre 150.000 en 1967 et 200.000 vers 1972. Dans ces conditions, 1.400.000 emplois devront être créés d'ici 1970 et plus de 2.500.000 en 1975. Ces chiffres tiennent cependant compte de l'allongement prévisible du temps de scolarité, mais ne paraissent pas prévoir l'immigration, peut-être considérable, qui résultera de la mise en place du Marché Commun.

A ces chiffres doit s'ajouter, avant 1980, l'emploi dans les villes de quelques millions de ruraux chassés des campagnes par les transformations imposées à l'agriculture par les nouvelles techniques.

⁂

LES signataires de ce texte considèrent qu'une telle situation pose des problèmes angoissants qui ne peuvent être résolus que par une adaptation très rapide des structures économiques de la Nation. La création en quelques années d'un grand nombre d'emplois nouveaux ne peut résulter que d'une expansion économique accélérée et de l'adoption d'un certain nombre de thèses classiques du Socialisme.

En conséquence, les auteurs de cette Motion demandent que le Parti consacre un effort tout particulier aux problèmes de la Jeunesse dans son ensemble. Ils se déclarent persuadés que, faute d'avoir fait face en temps utile à un certain nombre de besoins d'une extrême urgence, la Nation risque de connaître, à partir de 1965, une situation explosive susceptible de conduire à une aventure totalitaire d'autant plus dangereuse que la structure actuelle du régime se prête particulièrement à un coup de force.

Bien entendu, l'effort considérable et immédiat devenu indispensable doit être le fait de l'ensemble du Pays.

Conformément à sa mission, le Parti se doit de proposer ses solutions pour résoudre les problèmes vitaux pour la Nation.

⁂

IL convient de souligner, en tout premier lieu, qu'une réforme de l'Enseignement dans le sens d'une réelle démocratisation et d'une égalisation des chances reste à faire. Malgré la réforme partielle en cours de réalisation, il demeure que les éléments valables des Ecoles primaires éprouvent les plus grandes difficultés à accéder à l'Enseignement supérieur.

Cet état de fait crée chez un grand nombre de Jeunes le sentiment que la hiérarchie de la Nation est en quelque sorte héréditaire.

Il est incontestable que les actuels Dirigeants proviennent en grande majorité des classes les plus aisées.

Le Pays est ainsi privé de nombreuses possibilités, et les Jeunes d'origine modeste sont frustrés d'un avenir mérité. La seule profession accessible aux meilleurs éléments des Ecoles primaires semble demeurer de nos jours la seule carrière d'Instituteur. Une véritable Démocratie moderne doit bien entendu inciter une partie de sa jeunesse à la vocation de l'Enseignement, mais elle doit également offrir aux Jeunes, dans tous les secteurs de l'Economie, des postes de responsabilité et de création dont le rôle sera absolument déterminant à la fois dans le cadre du Marché Commun et devant la concurrence des autres Pays.

Au moment où des Nations comme les Etats-Unis et plus encore, l'U.R.S.S., s'assurent une avance technique due avant tout à une remarquable prospection des jeunes intelligences, notre Pays ne peut plus maintenir cette scandaleuse injustice qui consiste à se priver du concours d'une grande partie de la jeunesse douée.

Le Parti doit agir en vue de mettre fin à une limitation excessive du nombre des élèves des grandes Ecoles d'Ingénieurs pratiques dont le but consiste à maintenir, à de rares diplômés, des situations privilégiées.

Le Parti devra également exiger la création d'Etablissements d'Enseignement technique supérieur capables

de former les Techniciens dont le Pays a besoin, tant pour son besoin propre que pour l'aide aux Pays sous-développés.

Le Parti doit poursuivre son action dans les domaines tels que les constructions scolaires, les conditions d'existence des Etudiants, la rétribution du personnel enseignant à tous les échelons, l'institution du pré-salaire dès l'accession à l'Enseignement supérieur, etc...

⁂

LE Parti doit également consentir un effort tout particulier dans la direction des jeunes ruraux. Il est actuellement inadmissible, d'un point de vue strictement socialiste, que les Organisations catholiques soient à peu près les seules à assurer un encadrement efficace des jeunes Paysans. La transformation fatale d'un très grand nombre de jeunes agriculteurs en citadins va poser des problèmes d'un type nouveau dont le Parti n'a pas le droit de se désintéresser.

Partout où il existe des Fédérations agissantes, celles-ci devront entreprendre un sérieux effort d'éducation et de propagande auprès des jeunes agriculteurs pour leur faire connaître le programme du Parti et obtenir leur concours pour hâter sa réalisation.

Les problèmes ne peuvent être résolus que dans le cadre de la décentralisation et de l'aménagement du territoire.

L'expansion démographique, la nécessaire adaptation de l'Agriculture française aux méthodes industrielles et scientifiques modernes, exigent la création et l'implantation dans nos provinces d'industries nouvelles qui créeront les emplois indispensables.

⁂

L'ATTENTION du Parti doit se porter sur l'importance des élections aux Conseils Généraux de juin 1961 qui risquent fort de faire accéder à la vie politique de jeunes Militants des Organisations confessionnelles.

Un certain nombre d'autres problèmes, qui conditionnent l'existence matérielle des Jeunes ainsi que leur avenir, doivent être réexaminés sans retard par le Parti.

C'est ainsi qu'il convient, au moment où, malgré certaines désillusions, la fin de la guerre d'Algérie est en vue, de se préparer à réclamer une diminution sensible du temps du service militaire.

Le Parti devra choisir entre la formule d'une Armée de métier appuyée par un contingent n'effectuant qu'un service militaire réduit ou une démocratisation de l'Armée à tous les échelons susceptible, comme le proposait JAURES, de réconcilier la Nation avec une Armée vraiment populaire.

⁂

LE problème du logement est, avec celui de l'emploi, le plus aigu de ceux qui se posent à la Jeunesse. La création des millions d'emplois nouveaux nécessaires n'aura de sens que si, dans le même temps, des millions de logements sont édifiés. Ces logements ne pourront être que locatifs, les Jeunes ne pouvant en aucun cas envisager la solution de l'accession à la propriété. Le Parti devra donc rappeler la nécessité de doter les Offices d'H.L.M. des crédits qui leur sont indispensables pour faire face à leur tâche écrasante. Il devra défendre plus particulièrement les intérêts vitaux des Offices municipaux qui, au lieu des grands ensembles d'habitation très discutés, construisent, à la satisfaction générale, des groupes de logements « à l'échelle humaine ».

La possibilité doit être donnée aux Jeunes d'obtenir des prêts à long terme leur permettant l'accession à la propriété.

Cette solution n'est possible pour le plus grand nombre que si, pratiquement, aucun apport immédiat n'est demandé aux Jeunes, ce qui suppose une notion nouvelle d'escompte de l'activité future des intéressés, notion actuellement établie dans certains Pays nordiques. Il demeure qu'un tel système pose des problèmes financiers tels qu'ils ne sont sans doute pas solubles dans le cadre du Capitalisme français traditionnel.

S'il n'est pas possible d'évoquer tous les problèmes de la Jeunesse dans un texte qui doit demeurer relativement bref, les auteurs de cette Motion tiennent à souligner l'intérêt de l'équipement socio-culturel des grands ensembles, et particulièrement de l'édification de Maisons de Jeunes, qui doivent mettre fin à un certain abandon intellectuel et moral des Jeunes résidants des cités nouvelles.

Une étude particulière doit être faite en tenant compte de la désaffection d'une partie de la Jeunesse pour la fonction enseignante ou publique et le secteur nationalisé insuffisamment rétribué, ainsi que sur le sort de jeunes travailleurs livrés, sans défense, à un petit patronat provincial avide et borné.

Les rencontres Internationales, les Jumelages de Villes, les voyages de Jeunes doivent être encouragés et développés.

La Jeunesse paysanne

ELLE souffre du sort injuste qui lui est réservé depuis si longtemps. De ce fait, elle est souvent la proie des Mouvements cléricaux et réactionnaires (quand ils ne sont pas fascisants), dont elle ne comprend pas toujours qu'ils sont précisément à l'origine de ses malheurs.

Le Parti Socialiste doit, avec une énergie accrue, faire connaître les solutions qu'il préconise dans l'immédiat pour que la jeunesse rurale ne soit plus privée de son dû.

Les principales mesures à prendre sont :

— l'organisation, dans le cadre de l'Education Nationale, d'une scolarisation prolongée parfaitement adaptée à la formation technique qu'exigent les conditions modernes de la production agricole ;

— la formation professionnelle sérieuse des jeunes Agriculteurs, notamment par l'organisation de stages pratiques efficaces (dont l'Armée, pour son propre compte, ne se prive pas !) ;

— scolarisation prolongée et formation professionnelle impliquent une réorganisation profonde de « l'enseignement agricole », qui doit devenir un ordre de première importance dans une Université soucieuse de remplir sa mission, qui est de préparer l'enfant et l'adolescent à leur vocation naturelle ;

— Cette réforme doit rendre possible une véritable « promotion » des jeunes Agriculteurs aux cadres techniques dont dépend, ainsi que l'ont compris d'autres Nations, l'avenir d'un secteur essentiel de la production nationale ;

— l'augmentation des subventions et des prêts aux jeunes Agriculteurs, en vue de rendre possible le renouvellement et la modernisation de leur équipement d'une part et, d'autre part, l'amélioration de leur habitat ;

— la mise en place d'un système de Sécurité Sociale protégeant le jeune travailleur de la terre dans les mêmes conditions que sont protégés les travailleurs de l'industrie ou les employés de l'Etat ;

— la réorganisation enfin, dans un cadre plus général, du marché agricole national ou international, cette réorganisation tendant à garantir une stabilité des prix à la production, stabilité sans laquelle l'exode rural ne pourra qu'augmenter dans les années futures.

La Jeunesse étudiante

LA jeunesse étudiante cherche sa voie en marge des grands Partis politiques, auxquels elle reproche, à tort ou à raison, de ne pas avoir su lui préparer un destin digne d'elle. Et, cependant, ses aspirations profondes vont dans le sens de l'Idéal socialiste. Les jeunes intellectuels, même lorsqu'ils sont de naissance bourgeoise (ce qui est le cas le plus fréquent), ont pris conscience des difficultés qu'éprouve l'Etat capitaliste à promouvoir une politique généreuse, à accepter en faveur de la jeunesse des investissements qui ne soient pas d'un profit immédiat.

Les mesures dont la jeunesse étudiante a besoin sont des mesures de bon sens et de simple équité :

— la création, dans tous les ordres de l'Enseignement, de classes ou de chaires en nombre suffisant ;

— un recrutement régulier du personnel enseignant primaire ou secondaire grâce à une politique de juste rémunération et par la réorganisation de la formation universitaire et pédagogique des Educateurs, compte tenu des exigences de l'humanisme moderne ;

— l'aménagement, la création, l'extension des Facultés et des Etablissements d'enseignement supérieur dont les insuffisances en locaux, en chaires et en moyens sont patentes ; une politique ambitieuse de la recherche scientifique par dévolution à son profit d'une partie des crédits militaires ;

— la création de bourses, l'instauration du présalaire, mesures susceptibles d'accélérer la démocratisation de la culture, notamment pour les fils de Paysans et d'Ouvriers dont la présence dans l'enseignement supé-

rieur et les grandes écoles reste de beaucoup intérieur à 10 % des Etudiants inscrits, ce qui témoigne, comme l'affirmait Jaurès, **« que la question scolaire rejoint la question sociale »** et que la politique de classes engendre des ségrégations néfastes tant aux Citoyens les plus pauvres qu'à la Nation elle-même ;

— le développement et la modernisation des restaurants d'étudiants et des cités universitaires ;

— la mise en place enfin d'une Sécurité Sociale différenciée, protégeant l'enfant de son âge scolaire à la fin de ses études (quel qu'en soit le degré), la Nation prenant à sa charge la promotion du peuple à l'instruction et à la culture, cette promotion constituant en définitive le capital national le plus rentable ;

— l'abrogation des lois anti-laïques qui gaspillent sans profit pour la Démocratie les milliards dont l'Université a un si évident besoin.

Pour toute la Jeunesse

LA jeunesse française, dans son ensemble, partage les angoisses qui étreignent les Jeunes de toutes les Nations du globe. Ce malaise s'explique :

a) par la vague démographique (s'ajoutant à l'abaissement considérable de la mortalité infantile) qui fait que la masse des Jeunes par rapport à la population globale a augmenté dans des proportions extrêmement importantes ;

b) par la prise de conscience de ce nouveau rapport des générations entre elles, les plus anciennes détenant dans tous les domaines les leviers de commande de l'Etat et de l'Economie et n'élaborant aucune politique à court ou à long terme capable de résoudre les problèmes qui se posent aux jeunes ;

c) par les conditions nouvelles du marché du travail. la civilisation industrialisée exigeant une technicité de plus en plus grande aux champs ou à l'usine. Le Jeune sait que, mal préparé à ces conditions, il ne représente aucune valeur sur ce nouveau marché.

Il est par conséquent urgent que la République décide :

— la diminution de la durée du service militaire qui accroît le temps d'improductivité du Jeune alors qu'une partie de ce temps serait nécessaire à sa formation technique et professionnelle sans qu'il en coûte plus cher à l'Etat ;

— le droit de vote à 18 ans, ce qui permettrait aux jeunes générations de peser sur les préoccupations électorales des candidats aux fonctions électives et, par voie de conséquence, de peser sur les destinées de l'Etat ;

— l'organisation sérieuse de l'Education populaire et sportive sous toutes ses formes, éducation qui ne peut rester plus longtemps du domaine de l'initiative privée ;

— une politique méthodique du reclassement professionnel, ce qui contribuerait à remédier à l'anarchie et aux contradictions de l'état présent, certains secteurs de l'Economie nationale manquant de bras alors que d'autres, n'offrant plus de débouchés suffisants, conduisent au chômage ou à des activités de manœuvre les Jeunes qui s'y étaient destinés ;

— la suppression des obstacles de fait ou de droit qui empêchent les Jeunes d'accéder à la gestion des affaires agricoles, commerciales ou industrielles ou à certains emplois.

Notre Parti peut devenir source d'espérance

PAR son passé, par sa doctrine, par sa sincérité, par le respect qu'il professe pour la liberté et les droits de l'Homme, par sa foi dans l'avenir, nul plus que le Parti de Jaurès et de Léo Lagrange ne peut redonner aux

jeunes générations confiance et espoir. Depuis leur création, et plus particulièrement au cours des dernières années, les Jeunesses Socialistes ont élaboré un programme précis, exempt de toute démagogie mais conforme à l'équité et au véritable intérêt national. Nous voudrions que le Parti popularise plus que jamais ce programme, qu'il lui consacre la plus grande part de ses efforts et qu'il élabore, avec le concours des intéressés eux-mêmes, une Charte de la Jeunesse sans laquelle notre Pays ne connaîtra dans l'avenir ni l'équilibre économique ni la grandeur.

⁂

EN conclusion, afin d'assurer, dans le Parti, la relève des vieux Militants par une Jeunesse enthousiaste et ardente, il importe de proposer au Pays des méthodes économiques modernes permettant le plein emploi des nouvelles générations, une réforme socialiste de l'Education nationale, la revalorisation de la Fonction Publique, la modernisation de l'Agriculture, la réduction de la durée du service militaire et, enfin, pour intéresser les Jeunes à la vie de la Nation et faire échec au fascisme, le droit de vote doit être accordé à partir de 18 ans.

Un Parti sans Jeunes est un Parti sans avenir. Le Socialisme doit se renouveler en s'assurant de l'indispensable concours de notre Jeunesse.

⁂

Georges DARDEL (Seine) ; Raymond FISCHER (Aisne) ; Michel SALLES (Seine) ; Georges LEVILLAIN (Seine) ; Paul LOUVRIER (Seine).

Le Populaire
Dimanche
Fondation Jean-Jaurès

CHAQUE SEMAINE

Le Populaire Dimanche

répond à tout
riposte à tous

ABONNEMENT FRANCE : 1 an 10 N. F.
6 mois 5 N. F.

ETRANGER : 1 an 20 N. F.
6 mois 10 N. F.

61, Rue La Fayette - PARIS (9e) – C.C.P. 410.15 Paris

2ème Partie

DÉCISIONS DIVERSES

LES DÉCISIONS DU COMITÉ DIRECTEUR

du 25 Janvier au 22 Mars 1961

DECISIONS DU 25 JANVIER 1961

Président : Francis LEENHARDT

I. — RATIFICATION DES DECISIONS PRISES PAR LE BUREAU DU PARTI LES 11 ET 18 JANVIER 1961

Ces décisions sont ratifiées sans observation.

II. — CREATION D'UNE COMMISSION D'ETUDE DES PROBLEMES OUVRIERS AU SEIN DES ACTIVITES DU MARCHE COMMUN

Mandat est donné au Secrétariat Général de constituer cette Commission.

III. — ATTITUDE DU PARTI VIS-A-VIS DU M.S.E.U.E.

Le texte ci-après est adopté à l'unanimité moins 1 voix contre et 1 abstention :

« *Le Comité Directeur a pris connaissance du pro-*
» *jet de réorganisation du M.S.E.U.E. proposé par son*
» *Secrétaire international.*

» *Il considère que cette proposition est dangereuse*
» *et inacceptable.*

» *Il constate, d'autre part, que certains Dirigeants*
» *de la section française du M.S.E.U.E. (la Gauche*
» *Européenne) ont pris à l'égard de ces projets de*
» *réorganisation une attitude favorable ou équivoque.*

» *Il demande, dans ces conditions, aux Militants du*
» *Parti, Membres de la Gauche Européenne, d'adopter*
» *une attitude particulièrement vigilante.*

» *De nouvelles indications seront données dès que*
» *la situation sera éclaircie* ».

IV. — SITUATION EN ALGERIE

Le communiqué suivant est adopté à l'unanimité :

» *Le Comité Directeur du Parti Socialiste S.F.I.O.,*
» *ayant pris connaissance du Manifeste signé par onze*
» *organisations de la gauche démocratique, se félicite*
» *vivement de l'heureux aboutissement des conversa-*
» *tions engagées entre ces Organisations.*

» *Il constate que ce texte apporte une contribution* » *sérieuse et durable à la cause d'une Paix sans équi-* » *voque, par l'affirmation d'une double nécessité :* » *d'une part, celle d'une solution négociée — s'oppo-* » *sant à toute solution imposée ou octroyée — consi-* » *dérée comme pouvant seule assurer l'avenir de la* » *France et de l'Algérie ; d'autre part, celle du respect* » *dans la future Algérie des droits imprescriptibles de* » *la majorité et des garanties fondamentales que tout* » *homme et toute minorité ethnique ou idéologique* » *peuvent légitimement exiger.*

» *Le Comité Directeur confirme le mandat qu'il* » *avait donné à la délégation ayant participé aux ren-* » *contres avec les autres Organisations signataires en* » *vue de poursuivre la coordination instaurée. Il réaf-* » *firme la volonté du Parti Socialiste S.F.I.O. de voir* » *la crise algérienne se terminer par une solution dé-* » *mocratique, pacifique et juste, et espère les initiati-* » *ves qui en feront une réalité* ».

***

DECISIONS DU 15 FEVRIER 1961

Président : André BIDET

I. — DECISIONS DU BUREAU DES 1er ET 8 FEVRIER 1961

Les décisions prises les 1er et 8 février 1961 sont ratifiées.

II. — DELEGATION DU PARTI AU CONGRES DU C.I.R.I.E.C.

Francis LEENHARDT et Maurice PIC sont désignés pour représenter le Parti.

III. — LIEU DU 53me CONGRES NATIONAL ORDINAIRE

A l'unanimité, il est décidé :

1°) que le 53e Congrès National ordinaire se tiendra à Issy-les-Moulineaux ;

2°) que les Congrès Extraordinaires se tiendront toujours dans le Département de la Seine ;

3°) qu'en principe un Congrès National ordinaire sur deux aura lieu en province.

IV. — ATTITUDE DU PARTI VIS-A-VIS DU M.S.E.U.E. ET DES ORGANISATIONS EN DEHORS DU PARTI

La décision ci-après a été prise par 24 voix contre 2 et 3 abstentions :

Le Comité Directeur estime que l'activité propre du Parti nécessite la mobilisation de tous les Militants et qu'en conséquence il convient de limiter au maximum la dispersion des efforts.

Les Membres du Comité Directeur ne peuvent accepter de postes de responsabilité (membre d'Organismes directeurs, Secrétariat, Présidence...) dans des Organisations extérieures au Parti que sur mandat du C.D. ou avec son autorisation.

Ceci implique que nos trois camarades GAZIER, JAQUET et PINEAU, qui ont été désignés comme Membres des Organismes dirigeants du M.S.E.U.E., doivent donner leur démission tant que la situation ne se sera pas clarifiée au sein de ce Mouvement.

Il est bien entendu que si, après les contacts prévus, un accord se réalise entre le Parti et le M.S.E.U.E., les trois camarades précités se trouveront autorisés par le Comité Directeur à reprendre les postes de responsabilité pour lesquels ils ont été désignés par le M.S.E.U.E.

***

DECISIONS DU 22 MARS 1961

Président : Albert GAZIER

I. — RATIFICATION DES DECISIONS DU BUREAU DU PARTI

Les décisions prises les 1er et 15 mars 1961 sont ratifiées.

II. — ATTITUDE DU PARTI VIS-A-VIS DU M.S.E.U.E.

La décision du Comité Directeur du 15 février 1961 sera portée à la connaissance des Fédérations avec un commentaire précisant que des contacts sont pris entre le Parti et la Gauche Européenne et qu'un accord est déjà réalisé sur certains points.

III. — ORDRE DU JOUR DU 53me CONGRES NATIONAL ORDINAIRE

L'ordre du jour ci-après est adopté à l'unanimité :

— *Examen des demandes de réintégrations ;*

— *Examen des rapports statutaires :*

— *rapport général d'activité ;*

— *rapport de la Commission Nationale de Contrôle ;*

— *rapport de la Commission Nationale des Conflits ;*

— *Modification des Statuts en ce qui concerne le mode d'élection du Comité Directeur et le fonctionnement des Assises nationales ;*

— *Programme fondamental du Parti ;*

— *Tactique du Parti pour les élections cantonales ;*

— *Situation politique générale (intérieure, Algérie, Communauté, Internationale) ;*

— *Elections des Organismes centraux.*

IV. — SITUATION POLITIQUE GENERALE

a) SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE :

Le texte ci-après est adopté à l'unanimité :

« *Le Comité Directeur, réuni le 22 mars 1961, fait* » *sien le communiqué ci-après, publié ce même jour* » *par le Groupe Parlementaire, sur la situation économique et sociale :*

» *Le Groupe Parlementaire Socialiste s'élève contre* » *les obstacles mis par le Gouvernement aux augmentations de salaire.*

» *Le Groupe Parlementaire Socialiste — Députés* » *et Sénateurs — s'est réuni hier matin sous la présidence de Francis LEENHARDT.*

» *Après avoir entendu un exposé de Guy MOLLET,* » *Secrétaire Général, sur la situation politique, il a* » *consacré ses travaux à l'examen des problèmes économiques et sociaux.*

» *Il a décidé de préparer des initiatives législatives* » *en matière de construction pour tirer les enseignements du récent scandale.*

» *Il a approuvé les questions écrites posées au Ministre du Travail par René CASSAGNE, Député, et* » *Maurice COUTROT, Sénateur, sur les décisions gouvernementales qui compromettent le régime de retraite des cadres, et donne mandat à ses délégués à* » *la Commission des Affaires Culturelles et Sociales de* » *suivre attentivement cette question.*

» *Il a étudié les revendications modérées et légi-* » *times de la Fonction Publique, victime d'un déclasse-* » *ment qui compromet gravement son recrutement. Il* » *dénonce l'inertie du Gouvernement qui se refuse à* » *la remise en ordre que les plus-values fiscales per-* » *mettent et que le ralentissement de l'activité éco-* » *nomique rend opportune.*

» *A cet égard, le Groupe Socialiste proteste contre* » *la pression faite par le Premier Ministre sur le pa-* » *tronat pour la limitation des hausses des salaires.* » *Une fois de plus, le Gouvernement, indulgent à une* » *hausse des prix et des profits, ne voit de danger d'in-* » *flation que du côté des salaires.*

» *Enfin, le Groupe Socialiste regrette que le Gou-* » *vernement ait choisi pour les élections cantonales* » *une période de session parlementaire au lieu de les* » *fixer en avril. Ainsi sera encore réduit le travail lé-* » *gislatif, déjà interrompu pendant dix-huit semai-* » *nes* ».

b) SITUATION EN ALGERIE :

L'ensemble du communiqué suivant est adopté à l'unanimité moins 1 voix contre (4 camarades se sont abstenus sur la deuxième phrase faisant référence au référendum) :

» *Le Comité Directeur salue avec une très grande* » *satisfaction l'évolution actuelle du problème algérien* » *qui, paraissant écarter de part et d'autre des préa-* » *lables que le Parti a souvent dénoncés comme des* » *obstacles à l'arrêt des hostilités, va permettre l'ou-* » *verture de négociations en vue de rétablir la Paix* » *en Algérie. A cet égard, le referendum, en brisant la* » *résistance de l'opposition des factieux et en donnant* » *au Président de la République, à une majorité mas-* » *sive, le mandat d'obtenir une « fin des combats » et* » *« une pacifique confrontation », a été un élément* » *décisif de cette évolution. Le Parti, par la clairvoyan-* » *ce dont il a fait preuve en soutenant dans la poli-* » *tique algérienne du chef de l'Etat tout ce qui pou-* » *vait rapprocher l'heure de la négociation, a ainsi* » *largement contribué à la recherche d'une solution* » *politique de la crise algérienne.*

» *A la veille de l'ouverture des négociations, le Co-* » *mité Directeur rappelle que le Parti a toujours con-* » *sidéré qu'il était de l'intérêt de l'Algérie comme de* » *la France qu'une coopération étroite existe entre les* » *deux Pays et que l'élaboration d'une solution dans ce* » *sens entre les parties intéressées faciliterait la mise* » *au point des garanties pour les individus et les di-* » *verses communautés, ainsi que l'exercice de l'auto-* » *détermination finale.*

» *Convaincu de la nécessité d'aboutir le plus rapide-* » *ment possible à une solution démocratique et juste* » *du problème algérien, mais conscient des résistances* » *qui peuvent encore se faire jour, de part et d'autre,* » *et des sabotages qui peuvent être tentés, le Comité* » *Directeur invite les populations française et algé-* » *rienne à soutenir avec sang-froid et fermeté la po-* » *litique de négociation qui, seule, peut assurer l'ave-* » *nir de la France et de l'Algérie* ».

c) PROBLEME CONSTITUTIONNEL :

Le soin est laissé au Secrétaire Général du Parti de faire connaître, au moment opportun, la position du Parti sur l'attitude prise par l'U.N.R. en ce qui concerne la révision de la Constitution.

V. — ELECTIONS CANTONALES PROGRAMME ET TACTIQUE DU PARTI

Le Comité Directeur estime qu'il n'y a pas lieu de convoquer un Conseil National extraordinaire.

Le programme sera arrêté par le Comité Directeur au cours de sa prochaine réunion.

La tactique sera fixée par le 53e Congrès National ordinaire.

VI. — MANIFESTATION ANNIVERSAIRE DE JOUY-EN-JOSAS A LA MEMOIRE DE LEON BLUM

Le Comité Directeur sera représenté par : COURTOIS, DEIXONNE, FUZIER, GAZIER, MARZORATI, J. MOCH, Guy MOLLET, RABIER, WEILL-RAYNAL.

LES DECISIONS DU BUREAU DU PARTI

du 11 Janvier au 15 Mars 1961

DECISIONS DU 11 JANVIER 1961

I. — LETTRE DE FRANCIS LEONIDE, DE LA FEDERATION DE LA SEINE-MARITIME, CONCERNANT LA DECISION DE LA C.E. FEDERALE VISANT LES FONCTIONNAIRES DE LA POLICE MEMBRES DU PARTI

Le Bureau du Parti annule la décision de la Fédération car il ne saurait être fait de discrimination entre les Membres du Parti.

II. — PARTICIPATION DES MEMBRES DU PARTI AU JOURNAL « LE COURRIER DU PARLEMENT »

Ce journal ne figure pas parmi ceux pour lesquels toute participation est interdite. La règle générale lui est donc applicable, c'est-à-dire qu'à l'occasion de circonstances particulières (campagnes électorales, etc...), les Membres du Parti qui seraient sollicités peuvent y défendre la position du Parti.

Mais en aucun cas il ne saurait s'agir d'une collaboration permanente.

III. — EXAMEN DE LA SITUATION POLITIQUE APRES LES RESULTATS DU REFERENDUM

Le communiqué ci-après est adopté par 8 voix contre 1 et 1 abstention :

« *Le Bureau du Parti Socialiste S.F.I.O. a analysé* » *les résultats de la consultation populaire du 8 jan-* » *vier. Il se réjouit de la netteté de la réponse. Une* » *large majorité d'électeurs a condamné par son oui* » *ceux qui, depuis des années, empêchent le règlement* » *du problème algérien, menacent la Démocratie et* » *n'ont pas d'autre solution que la prolongation indé-* » *finie du conflit.*

» *Dans son allocution du 20 décembre, le Président* » *de la République donnait lui-même à une réponse* » *positive la signification « d'un appel à la fin des* » *combats et à une pacifique confrontation ».*

» *C'est le mandat qui, en effet, a été exprimé. Avec* » *tous les partisans d'une Paix juste et démocratique,* » *le Parti Socialiste attend donc des initiatives rapi-* » *des ».*

IV. — RETRAIT DU PARTI DU M.S.E.U.E.

Le Bureau prend en considération le texte suivant qui sera soumis pour ratification au Comité Directeur :

» *Devant les aspects inacceptables des projets de* » *réorganisation du M.S.E.U.E. et l'attitude équivoque* » *adoptée à ce sujet par certains Dirigeants de la Gau-* » *che Européenne (Section française du M.S.E.U.E.), le* » *Bureau du Parti recommande, pour l'instant, aux Mi-* » *litants, une grande réserve à l'égard du Mouvement* » *Gauche Européenne.*

» *De nouvelles indications seront adressées dès que* » *la situation sera éclaircie ».*

V. — INDISCIPLINES A L'OCCASION DU REFERENDUM

1°) MANIFESTE DU COMITE DE LA GAUCHE POUR LE MAINTIEN DE L'ALGERIE DANS LA REPUBLIQUE :

Le Secrétariat Général a interrogé les camarades BALAND, CONTE, DEJEAN, HUMBERDOT, LACOSTE et LEJEUNE, cités par la presse comme ayant signé le Manifeste, afin qu'ils nous indiquent si l'information est exacte.

Le Bureau sera tenu informé des réponses reçues.

2°) INDISCIPLINES DANS LA PRESSE :

a) FÉDÉRATION DE LA SOMME (publication, dans le « Courrier Picard », après le Congrès National extraordinaire, de la Motion précédemment adoptée par la Fédération de la Somme).

Des explications seront demandées à la Fédération.

b) CAS GEOFFROY (Vaucluse) (article dans le « Dauphiné Libéré » et circulaire aux Militants du Vaucluse invitant à voter non).

Mandat est donné au Secrétariat Général de faire des observations à GEOFFROY en lui demandant de respecter la discipline du Parti.

VI. — CAS POIGNANT, DEPUTE DE LA SARTHE, APPARENTE AU GROUPE PARLEMENTAIRE SOCIALISTE

Dans l'état actuel des règlements intérieurs du Parti, il ne paraît pas possible d'interdire l'accès du Congrès aux apparentés qui assistent à toutes les réunions du Groupe Parlementaire.

Afin d'éviter à l'avenir des incidents à ce sujet, le Groupe sera invité à établir un règlement fixant :

a) les conditions dans lesquelles l'apparentement peut être accordé ;

b) les conditions dans lesquelles les apparentés peuvent participer aux réunions du Groupe, de l'Assemblée commune Groupe Parlementaire-Comité Directeur, des Conseils Nationaux, des Congrès Nationaux ;

c) les sanctions applicables aux apparentés qui ne respecteraient pas le Règlement.

DECISIONS DU 18 JANVIER 1961

I. — RASSEMBLEMENT DE LA GAUCHE DEMOCRATIQUE COMPTE-RENDU DES TRAVAUX DU COMITE DE COORDINATION SUR L'ALGERIE

Georges BRUTELLE fait le compte rendu des travaux du Comité et donne connaissance du communiqué élaboré.

Ce texte sera publié lorsque le Bureau du Parti Radical aura donné son accord.

II. — MANIFESTE DE LA GAUCHE POUR LE MAINTIEN DE L'ALGERIE FRANÇAISE

Les camarades CONTE, DEJEAN, LACOSTE et LEJEUNE, cités par la presse comme ayant signé le Manifeste, ont été interrogés par le Secrétariat Général. Ils ont fait connaître qu'ils n'avaient, sous quelque forme que ce soit, manifesté publiquement de position contraire à celle fixée par le Congrès extraordinaire sur le référendum.

En conséquence, le Bureau estime qu'il y a lieu de classer l'affaire.

Mais, pour l'information des Militants, il donne mandat au Secrétariat Général de publier un communiqué démentant les informations parues dans la presse.

III. — PRESSE NATIONALE DU PARTI. PROJET DE FUSION DU « POPULAIRE-DIMANCHE » AVEC « DEMOCRATIE 61 »

Après avoir entendu René NAEGELEN, le Bureau prend acte des difficultés rencontrées.

Les responsables du « Populaire-Dimanche » et de « Démocratie 61 » se rencontreront pour étudier en détail le problème financier posé par une éventuelle fusion.

***

DECISIONS DU 1er FEVRIER 1961

I. — CONSTITUTION DE LA COMMISSION CHARGEE DE L'ETUDE DES PROBLEMES OUVRIERS AU SEIN DES ACTIVITES DU MARCHE COMMUN

Mandat est donné à Gérard JAQUET de poser la question au Comité de liaison du Groupe Socialiste des Six.

II. — CAS COUSSERAN

Se référant à la décision du Comité Directeur du 17 juillet 1957, le Bureau estime, à l'unanimité, que Cousseran ne peut être autorisé à collaborer au Cabinet de M. Foyer.

***

DECISIONS DU 8 FEVRIER 1961

I. — ATTITUDE DU PARTI VIS-A-VIS DU M.S.E.U.E.

La question sera portée à l'ordre du jour de la réunion du Comité Directeur du 15 février courant.

II. — LIEU DU 53me CONGRES NATIONAL ORDINAIRE

Il sera proposé au Comité Directeur de tenir le prochain Congrès National à Paris.

***

DECISIONS DU 1er MARS 1961

I. — DEMANDE DE LA FEDERATION DE CONSTANTINE AU SUJET DE SA PARTICIPATION AU « PARTI DEMOCRATIQUE ALGERIEN »

Avis favorable de principe, mais afin d'éviter toute confusion, le Bureau demande à la Fédération d'insister pour que le nouveau groupement prenne le nom de « Mouvement Démocratique Algérien ».

II. — ORDRE DU JOUR DU 53me CONGRES NATIONAL ORDINAIRE

L'ordre du jour ci-après sera proposé au Comité Directeur :

— *Examen des demandes de réintégration ;*
— *Examen des rapports statutaires :*
- Rapport général d'activité ;
- Rapport de la Commission Nationale des Conflits ;

• Rapport de la Commission Nationale de Contrôle:

— *Modification des Statuts er ce qui concerne le mode d'élection du Comité Directeur et l'organisation des Assises nationales ;*

— *Programme fondamental du Parti ;*

— *Situation politique générale (intérieure, Algérie, Communauté, internationale) ;*

— *Election des Organismes centraux.*

***

DECISIONS DU 15 MARS 1961

I. — AUDITION DE WILLAM LEVY, SECRETAIRE FEDERAL D'ALGER

sur la situation en Algérie et notamment sur les garanties souhaitées par la minorité européenne.

II. — ELECTIONS CANTONALES. ADOPTION DU PROGRAMME ET FIXATION DE LA TACTIQUE DU PARTI

Il sera proposé au prochain Comité Directeur de ne pas convoquer un Conseil National, mais de confier au C.D. le soin d'approuver le programme et de fixer la tactique. La décision du C.D. sera, bien entendu, soumise pour ratification au 53e Congrès National.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Le Gérant : Georges BRUTELLE,
12, Cité Malesherbes, Paris (9e)

S. E. P.
5, Bd de Strasbourg,
ARRAS (P.-de-C.)

Coll. Fondation Jean-Jaurès